



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Travaux dans le cadre de l'accord cadre à bons de commande 2027 à 2029 pour la fourniture et la pose de réseaux d'eau potable sur le territoire de Baud Communauté

Date et heure limites de réception des offres :
mercredi 04 novembre 2026 à 12:00



27 rue de Luscanen
CS 72011
56001 VANNES CEDEX

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux dans le cadre de l'accord cadre à bons de commande 2027 à 2029 pour la fourniture et la pose de réseaux d'eau potable sur le territoire de Baud Communauté
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Accord-cadre
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	3 ans
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes.....	4
2.4 - Développement durable	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Désignation de l'acheteur	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Contrôle technique	5
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Conditions relatives au contrat.....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
5 - Contenu du dossier de consultation	5
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 - Documents à produire	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
7.1 - Transmission électronique.....	8
7.2 - Transmission sous support papier	9
8 - Examen des candidatures et des offres.....	9
8.1 - Sélection des candidatures	9
8.2 - Attribution des accords-cadres.....	9
8.3 - Suite à donner à la consultation	10
9 - Renseignements complémentaires	11
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
9.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Travaux dans le cadre de l'accord cadre à bons de commande 2027 à 2029 pour la fourniture et la pose de réseaux d'eau potable sur le territoire de Baud Communauté

Travaux d'extension et de renouvellement dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande d'un montant triennal minimum de 126 500 € HT et maximum de 379 500 € HT.

Lieu(x) d'exécution :

Baud, Guénin, la Chapelle Neuve, Melrand, Pluméliau-Bieuzy, Saint Barthélémy

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : [la procédure adaptée ouverte](#). Elle est soumise aux dispositions [des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique](#).

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre [avec minimum et maximum](#) est passé en application [des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique](#). Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45232150-8	Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à [120 jours](#) à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

[Le pouvoir adjudicateur](#) ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire [de l'accord-cadre](#).

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le [CCAP](#). Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme :

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

IRH Ingénieur Conseil
Parc Technologique de Soye
2 rue Galilée
56270 PLOEMEUR

3.3 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La [durée du contrat](#) est fixée au [CCAP](#).

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) [de l'accord-cadre](#) seront payées dans un délai global de [30 jours](#) à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au [CCAP](#), ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- [00_Le règlement de la consultation \(RC\)](#)
- [01_L'acte d'engagement \(AE\) et ses annexes](#)
- [02_Le cahier des clauses administratives particulières \(CCAP\)](#)
- [03_Le cahier des clauses techniques particulières \(CCTP\) et ses annexes](#)
- [04_Le bordereau des prix unitaires \(BPU\)](#)

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://marches.megalisbretagne.bzh>.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par [le pouvoir adjudicateur](#). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Le mémoire environnemental des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

Le mémoire technique comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise. L'entreprise décrira notamment ses méthodologies spécifiques relatives aux cas types suivants :

○ Cas N°1 :

- Renouveaulement de 10 branchements sur une canalisation existante en Fonte Ø150 (sans renouvellement de la canalisation principale). Pour la continuité de service, il n'est pas possible de réaliser une coupure d'eau.
- Il existe un trottoir PMR avec présence d'une buse EP DN 400, d'un réseau d'éclairage public en classe de précision C, un réseau HTA en classe A et B et de branchements gaz en classe de précision A. Les localisations des compteurs sont les suivantes :
 - Trois branchements sont à l'intérieur de l'habitation (la conduite passe dans des jardins très bien entretenus),
 - Cinq habitations dont les compteurs sont à l'intérieur des maisons sont en façade de la route départementale.
 - Deux branchements neufs sous trottoir
- Réfection définitive en enrobé avec remblaiement en béton de tranchée suivant les prescriptions du Conseil Départemental du Morbihan.

○ Cas N°2 :

- Intervention en milieu urbain en parallèle de travaux d'assainissement (pour le compte d'un autre MOA) sous voirie communale.
- Renouveaulement de la canalisation existante en amiante ciment par une conduite en PEHD 16 bars 125mm en centre bourg sur 250 ml. Les raccordements seront réalisés avec dépose de la conduite en amiante existante.
- Renouveaulement de 10 branchements se trouvant dans les maisons (en façade de rue sans jardin) + 1 branchement en PVC 50 mm avec nourrice en PVC 40 mm et 4 compteurs dans placard du couloir de l'immeuble.

- Présence d'un réseau BT en classe A et B, réseau d'éclairage public en classe C. Remblaiement matériaux 0/31.5 GNTB + bi couche.

○ Cas N°3 :

- Renouvellement d'un réseau en Fonte grise DN 175 par une conduite en fonte ductile DN 200 dans l'accotement (largeur 2m) de voirie communale sur une longueur de 800ml et passage en sous œuvre d'un ruisseau classé busé sur une longueur de 5 mètres.
- Présence d'un réseau fibre avec 4 chambres de tirage en classe A, positionné à 1m du bord de voirie, présence d'une ligne aérienne HTA non isolée situé à 5 mètres de hauteur le long de l'accotement opposé à la conduite à renouveler.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur [du pouvoir adjudicateur](#), à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalisbretagne.org>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis [au pouvoir adjudicateur](#).

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de [\(GMT+01:00\) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid](#). Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

[Eau du Morbihan - 27 rue de Luscanen - CS 72011 - 56001 VANNES CEDEX](#)

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite [de l'accord-cadre](#) par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, [le pouvoir adjudicateur](#) peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de [10 jours](#).

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des [accords-cadres](#)

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues [aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique](#) et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	35.0 %
2-Valeur technique	55.0 %
3-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0 %

Le mémoire technique du candidat devra respecter le cadre fourni et un nombre de pages maximum de quarante (40). Le candidat ne respectant pas le nombre de page maximal autorisé et/ou le cadre du mémoire technique fourni sera pénalisé de 2 points sur sa note technique. Une page recto/verso sera comptabilisée comme deux pages. La taille de police utilisée ne devra pas être inférieure à 10.

Le mémoire du critère environnemental devra respecter le cadre fourni et un nombre de pages maximum de quatre (4). Le candidat ne respectant pas le nombre de page maximal autorisé et/ou le cadre du mémoire technique fourni sera pénalisé de 1 point sur sa note environnementale. Une page recto/verso sera comptabilisée comme deux pages. La taille de police utilisée ne devra pas être inférieure à 10.

1- Prix (35 points)

Formule utilisée :

$$N(i) = 35 \times [P(m) / P(i)]$$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i) ;

P(i) est le prix de l'offre du candidat (i) ;

P(m) est le prix de l'offre la moins disante.

Si la note du candidat est négative, on attribuera une note de 0/35.

2- Valeur technique de l'offre (55 points)

2.1 Moyens humains et matériel spécifiquement affectés pour assurer le suivi, la réalisation des travaux et la réactivité. **10 points**

2.2 Méthodologie, mode opératoire, procédés et moyen d'exécution des travaux (liste des fournitures et planning d'exécution), sécurité et hygiène tenant compte des contraintes spécifiques d'un bon de commande à détailler pour chacun des 3 cas types ci-après : **30 points**

- cas n° 1 : 10 points
- cas n°2 : 10 points
- cas n°3 : 10 points

2.3 Moyens disponibles pour traiter les cas spécifiques (interventions sur amiante, soudure du PEHD, pose sans tranchées, ...) – liste non exhaustives. **10 points**

2.4 Méthodologie pour intervention en domaine privé (déplacement des compteurs, renouvellement des branchements, ...). **5 points**

3- Valeur environnementale de l'offre (10 points)

En lien avec les 3 cas types :

- Privilégier lorsque cela est pertinent, des matériaux, fournitures ou procédés à faible impact environnemental ;
- Prévenir toute pollution susceptible d'affecter les sols, les eaux ou les milieux naturels ;
- Limiter les impacts environnementaux liés à l'exécution des travaux ;
- L'organisation du tri, du réemploi, de la valorisation et du recyclage des déblais et des déchets issus des chantiers.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, [le pouvoir adjudicateur](#) engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, [le pouvoir adjudicateur](#) se réserve la possibilité d'attribuer [l'accord-cadre](#) sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations [des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique](#). Le délai imparti par [le pouvoir adjudicateur](#) pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **10 jours**.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur [du pouvoir adjudicateur](https://marches.megalisbretagne.org), dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalisbretagne.org>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

[Tribunal Administratif de Rennes](#)
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : [Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative \(CJA\)](#), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. [Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA](#), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. [Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé](#), et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

[Tribunal Administratif de Rennes](#)
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

[Tribunal Administratif de Nantes](#)
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02

Télécopie : 02 55 10 10 03

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>